

Gagner sa vie en Europe

Un genre de la grève ?

Fanny GALLOT
Fabrice VIRGILI

RÉSUMÉ

Avec l'industrialisation progressive du continent au cours du XIX^e siècle, l'arrêt de la production par la grève devient un mode d'action privilégié. Selon les secteurs, les grèves peuvent être masculines ou mixtes, mais des années 1860 ont lieu en Europe les premières grèves « de femmes ». Les revendications sont le plus souvent communes – temps et conditions de travail, salaires – et ne sont qu'exceptionnellement propres aux femmes jusqu'au milieu du XX^e siècle. C'est à partir des années 1960 que se multiplient les luttes pour l'égalité salariale, puis contre le chômage et la précarité en particulier dans les secteurs très féminisés des services. Plus récemment, la grève devient un instrument de lutte féministe au cours de laquelle égalité salariale, partage du travail domestique, refus des violences sont affirmés conjointement.



Une suffragette nourrie de force à la prison pour femmes de Holloway, en Grande-Bretagne, pendant la grève de la faim pour le vote des femmes, vers 1911. Source : *The Suffragette*, Sylvia Pankhurst, New York, Source Book Press, 1970 (1911). Source : Wikimedia

Commons.



Rassemblement pendant la grève des ouvrières de la fabrique d'armes de Herstal (Belgique) en faveur de l'égalité salariale, 1966.

Au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, alors qu'une partie de l'Europe connaît les débuts de l'industrialisation, associations et actions revendicatives sont interdites (Prusse 1791, France 1792, Saxe 1794, Angleterre 1799, Belgique, Pays-Bas et Italie 1810). La contestation sociale se traduit alors par des formes d'action sporadiques tels que le défilé, l'émeute, le bris de machine ou l'absentéisme, provoquant un arrêt de la production de fait. Des femmes, qu'elles soient paysannes, artisanes ou ouvrières, participent à ces actions.

Genèse de la grève en Europe : une participation féminine permanente

Au fur et à mesure de l'industrialisation du continent, la grève s'étend comme mode d'action et souligne combien la condition ouvrière devient une question centrale. En quasiment une décennie, des lois autorisent associations ouvrières et grève dans de nombreux pays européens (France 1864, Belgique 1866, Prusse 1869, Pays-Bas 1872). Les grèves concernent alors aussi bien les lieux où la main-d'œuvre est principalement masculine, mais également mixte ou féminine.

C'est le cas des ouvrières, très nombreuses dans le textile. Dès 1869, les ovalistes (ouvrières de la soie) lyonnaises cessent près d'un mois le travail pour une journée de 11 heures et de meilleurs salaires. Deux grèves sont connues comme les premières « de femmes » : les grèves des ouvrières des allumettes, dont le phosphore ruine la santé, à Jönköping (Suède) en 1881 et à Londres en 1888. Les paysannes se mobilisent également, dans les rizières de la plaine du Pô où, au tout début du XX^e siècle, les *mondine* (repiqueuses) luttent pour de meilleurs salaires. Leur chant de lutte *La Lega* a immortalisé ce combat jusqu'à aujourd'hui. Les revendications de ces femmes en grève ne se distinguent guère de celles des hommes : réduction et amélioration du temps de travail, augmentation de salaires qui, sans qu'elles soient exclusivement formulées en termes d'égalité, conduisent néanmoins une amélioration progressive de la condition ouvrière.

Dans les entreprises où la main-d'œuvre est largement mixte, les combats peuvent être menés de concert, comme pour la journée de 10 heures d'août 1903 à janvier 1904, l'une des plus longues grèves de l'histoire allemande, dans les usines textiles de Crimmitschau (Saxe). Cependant, c'est pour les ouvrières une triple transgression : envers leur patron, envers les syndicats, souvent dominés par les hommes et envers leur mari enfin. On leur reproche alors de faire passer leur solidarité avant les obligations du foyer. La double journée de travail exclut bien souvent les femmes des réunions et de la prise de décision. Dans certains cas, elles sont accusées de briser la grève, soit en acceptant des emplois de jaune, soit en faisant pression sur leurs « hommes grévistes » au nom de l'entretien de la famille.

Pour de nouveaux droits politiques, les suffragettes anglaises déclinent la grève autrement : qu'elle soit du recensement ou de l'impôt ou encore de la faim avec Marion Wallace en 1909. Au croisement du néo-malthusianisme et du féminisme, certaines prônent, à l'instar de Fernand Kolney en 1908, une grève des ventres

qui permettrait aux femmes de n'être plus assignées à fournir de la chair à canon (soldats), de la chair à plaisir (prostituées) ou de la chair à travail (prolétaires). Cependant, les socialistes Rosa Luxembourg (1871-1919) et Clara Zetkin (1857-1933) s'opposent à ces orientations et privilégient la grève générale comme outil d'action révolutionnaire.

Femmes en grève pour l'égalité au travail

Quand le refus des conditions de travail est exacerbé par celui des conditions quotidiennes d'existence des femmes, la grève sort de l'usine. En février 1917, les ouvrières textiles de Vyborg (Russie), épuisées, se mettent en grève le 23 février/8 mars. Elles entraînent avec elles les ouvriers de l'usine métallurgique Erikson, et leur lutte commune prend une dimension révolutionnaire qui conduit à la chute du tsar Nicolas II. Dans le même temps, en France, ce sont les midinettes, employées de la couture, qui se mobilisent (mai 1917) ; les ouvrières turinoises (août 1917) se lancent dans une grève insurrectionnelle contre la pénurie de pain. En janvier 1918 une vague de grève traverse les empires austro-hongrois et allemand, auxquelles les Berlinoises et Viennoises participent massivement. Les conductrices de tramways à Budapest (janvier 1918) puis à Londres (août 1918) s'arrêtent à leur tour. Toutes refusent les sacrifices au nom de l'effort de guerre. Dans la Suède neutre également, arrêts de travail et marches de la faim se conjuguent dès avril 1917 et, dans la foulée, hommes et femmes des classes populaires obtiennent le droit de vote l'année suivante.

Pratiquée par les mineurs en Pologne au début des années 1930, l'occupation des lieux de production s'étend un peu partout en Europe : en Espagne, en Grande-Bretagne, en Belgique et à l'avènement du Front populaire en France en mai-juin 1936. Si les femmes sont parties prenantes de ces mobilisations, parfois les déclenchent, elles se retrouvent souvent à la marge de la décision et reléguées à des tâches dites « féminines » : confection des repas des grévistes, participation aux festivités de lutte, entretien des foyers. Leurs revendications telles que l'égalité salariale sont négligées et, finalement, les grèves de 1936 se soldent par l'établissement de grilles différentielles selon le sexe.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, droit syndical et égalité salariale figurent dans l'article 23 de la Déclaration universelle des droits humains (1948). L'article 119 du traité de Rome (1957) reprend ce principe mais il faut attendre la grève des ouvrières de la fabrique d'armes d'Herstal (Belgique) en 1966 pour que cette revendication soit reprise au niveau européen. En 1968, la lutte des ouvrières de Ford Dagenham en Grande-Bretagne contraint les syndicats britanniques à réclamer l'égalité salariale.

Des grèves ouvrières aux grèves féministes

En Europe, les années 1968 sont un moment de mobilisations intenses dans les usines mais aussi dans les services. Ainsi, l'« automne chaud » italien de 1969 est marqué par une grande vague de grèves ; à la même période en Allemagne, des « grèves sauvages » font irruption dans les secteurs minier et sidérurgique ainsi que sur les chantiers navals. Ces secteurs, essentiellement masculins et au cœur de l'identité ouvrière, sont ensuite lourdement frappés par la désindustrialisation et par l'échec de longs conflits avant les fermetures (sidérurgie lorraine 1978-1979, mines britanniques 1984-1985). Cependant, la désindustrialisation touche également les secteurs féminins du textile et de l'habillement.

Malgré le chômage et la précarité des emplois, en particulier féminins, des secteurs à faible tradition syndicale (agroalimentaire, grande distribution, services aux personnes) voient émerger des grèves ponctuelles. En Belgique en 1975 à Ottignies Louvain-la-Neuve, les travailleuses d'une entreprise de nettoyage licencient leur patron et créent une coopérative, *Le balai libéré*. Depuis le début des années 2000, des femmes de chambre - le plus souvent non blanches - revendiquent la dignité et se mobilisent contre le travail aux pièces comme en France au sein du groupe Arcade en 2002. En Espagne dans les années 2010, les « Kellys » contraction de « las que limpian » - celles qui nettoient - militent contre la sous-traitance du service du ménage dans les hôtels.

La prise en charge majoritairement féminine du travail domestique est également dénoncée par des grèves de femmes dès les années 1970. 90 % les Islandaises se mettent en grève y compris des tâches ménagères et du soin aux enfants le 24 octobre 1975. Les Suissesses revendiquent l'égalité salariale le 14 juin 1991. En 2019, elles organisent une grève féministe massive. En 2016, 100 000 Polonaises organisent des débrayages et des marches pour s'opposer à l'interdiction de l'avortement dans leur pays. Des grèves massives sont également organisées les

8 mars 2018 et 2019 en Espagne, où l'inégale répartition des tâches domestiques, l'inégalité salariale, les violences faites aux femmes sont dénoncées ensemble. La grève devient désormais un instrument de lutte féministe en tant que tel.

BIBLIOGRAPHIE

BUGNON, Fanny, BANTIGNY, Ludivine, GALLOT, Fanny (dir.), « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* » *Le genre de l'engagement dans les années 1968*, Rennes, PUR, 2017.

SIROT, Stéphane, *Le syndicalisme, le politique et la grève. France et Europe, XIX^e-XXI^e siècle*, Nancy, L'arbre bleu, 2011.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thematiques/genre-et-europe/gagner-sa-vie-en-europe/un-genre-de-la-grève>